REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 15 au 21 mars 2022

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Coopération régionale.....2
- Objet : Bilan de la Présidence française de la Commission de l'océan Indien (COI)

1.2 Francophonie.....4
- Entretien avec l'Ambassadeur de France aux Seychelles, Dominique Mas

2. Centres d'Intérêts

2.1 Tourisme.....6
- Visa Premium : opération séduction de la MTPA ; 3 000 demandes reçues
- Tourisme : Les professionnels et la population de Ranohira réclament l'ouverture effective des frontières
- Un nouveau souffle pour le tourisme du Sud sauvage

2.2 Société.....9
- Stratégie de prévention et de la lutte contre la pauvreté : 3 ans de mise en œuvre. Les acteurs réunis au Palais de la Source

2.3 Covid-19..... 10
- Covid-19 : 58 nouveaux cas et 3 décès entre le 12 et le 18 mars 2022
- Derniers chiffres Covid-19 à La Réunion : pas de décès en 24h, 1300 nouveaux cas, taux d'incidence 1058,42

2.4 Environnement.....12
- Grande barrière de corail : l'ONU étudie un classement "en péril"

2.5 Pêche.....13
- Pêche-Swiofish2- La banque mondiale félicite Paule Mahatante

2.6 Coopération.....14
- Coopération Comores-France-Pdfc 8,8 milliards de francs pour la formation technique et la promotion du sport

Objet : Bilan de la Présidence française de la Commission de l'océan Indien (COI)

La Commission de l'Océan Indien (COI) est une organisation intergouvernementale créée en 1984 qui regroupe l'Union des Comores, la France (au titre de La Réunion), Madagascar, Maurice et les Seychelles. Du 20 mai 2021 au 23 février 2021, la France a exercé la présidence de cette organisation. La présidence française de la COI a porté un certain nombre de priorités parmi lesquelles : la sécurité maritime, la relance économique, la formation professionnelle et la mobilité des jeunes, ou encore la résilience face aux risques de catastrophes naturelles et sanitaires.

Ces objectifs ont permis la mise en place de plusieurs projets d'importance pour le territoire réunionnais :
- La conférence "transition humanitaire dans l'océan indien" organisée par la fondation croix rouge les 1 et 2 juillet 2021 et qui consistait à analyser les changements en cours, à interroger les enjeux les plus importants et à créer un dialogue entre les acteurs universitaires et humanitaires pour mieux définir, comprendre et anticiper la transition humanitaire en marche dans les États insulaires de l'océan Indien en lien avec des pays continentaux voisins. https://www.fondation-croix-rouge.fr/transition-humanitaire-dans-l-ocean-indien-2/
- La signature de la convention de lancement du programme ExPLOI avec l'AFD qui vise à lutter contre la pollution plastique dans la région le 9 juillet. https://www.commissionoceanindien.org/portfolio-items/exploi/. En parallèle à l'échelle de La Réunion, la préfecture et l'association Plastik'akoz ont signé une convention de partenariat visant à sensibiliser le public aux enjeux environnementaux, à lutter contre la pollution plastique et à promouvoir des alternatives à l'utilisation du plastique. http://www.reunion.gouv.fr/lutte-contre-l-utilisation-massive-de-plastique-a-a8341.html
- L'organisation d'événements sur l'économie bleue : un webinaire "économie bleue, quels métiers aujourd'hui et demain? ", ainsi que de la journée de l'économie bleue mettant en avant pêcheurs et scientifiques, les 16 et 17 juillet. https://www.commissionoceanindien.org/nos-plateformes/economie-bleue/ Cette dernière journée a marqué le lancement de l'année bleue de l'océan Indien qui se traduit par la mise en œuvre, dans 8 pays de la zone (les 4 pays membres de la COI, la Tanzanie, le Kenya, le Mozambique et l'Afrique du Sud), du FSPI « année bleue dans l'océan Indien ». Ce programme vise à renforcer les synergies régionales en matière d'économie bleue et à promouvoir, par des actions concrètes, la gestion durable et responsable des activités économiques côtières et océaniques et la conservation de la biodiversité et des espaces marins et littoraux. http://www.reunion.gouv.fr/portraits-de-ceux-qui-font-vivre-l-economie-bleue-a9146.html
- Point d'orgue de cette présidence, le conseil extraordinaire des ministres

de la COI du 26 novembre 2021 organisé à La Réunion et présidé par le Secrétaire d'État chargé du tourisme, des français à l'étranger et de la Francophonie M. Jean-Baptiste Lemoyne, a permis l'adoption de décisions fortes pour l'avenir de la COI. https://www.commissionoceanindien.org/les-retombees-du-conseil-extraordinaire-des-ministres/ . A cette occasion plusieurs programmes ont été signés :

• Le programme REUNION, porté par l'Université de La Réunion ; un programme d'échange universitaire entre les îles de l'océan Indien. https://www.univ-reunion.fr/international/mobilites-a-letranger/mobilite-des-personnels/programme-reunion

• Le programme PRERAD OI, porté par le CIRAD, et permettant un réseau de coopération scientifique et agronomique régional https://www.prerad-oi.org/

• Le programme HYDROMET, porté par l'AFD, l'Union Européenne et le fonds vert visant à améliorer les prévisions météorologiques dans le contexte de dérèglement climatique que connaît la région. https://www.commissionoceanindien.org/portfolio-items/hydromet/

- L'organisation d'un Symposium sur la sécurité environnementale dans l'espace maritime de la COI les 13 et 14 janvier 2022 en format hybride depuis Paris.

- La tenue en février 2022 des Assises de la formation professionnelle en format virtuel. Ces assises ont permis d'identifier six secteurs prioritaires (le tourisme, les métiers de la mer, l'agriculture, le BTP, le numérique, la santé) pour la mise en place d'un programme régional de mobilité axé sur la formation universitaire et professionnelle sur le modèle du programme « ERASMUS ». https://www.commissionoceanindien.org/assises-formations-professionnelles/

- Clôturant la Présidence française, le conseil des ministres de la COI du 23 février 2022 organisé à Paris a permis, entre autres, d'opérationnaliser l'agenda de modernisation de l'organisation et de jeter les bases d'un programme régional d'appui à la formation professionnelle. https://www.commissionoceanindien.org/les-retombees-du-36e-conseil-des-ministres-de-la-coi/ . A cette occasion deux signatures sont intervenues :

• La signature d'un Mémorandum d'entente entre la COI et l'IORA qui devrait permettre le rapprochement des deux organisations. https://www.commissionoceanindien.org/la-cooperation-coi-iora-formalisee/

• La signature d'un programme portant sur les industries culturelles et créatives (ICC). Ce programme vise, dans la zone COI élargie au Mozambique, à stimuler le secteur des ICC en apportant notamment un appui aux initiatives culturelles présentant une dimension régionale. https://www.commissionoceanindien.org/signature-culture-coi-afd/

Entretien avec l'Ambassadeur de France aux Seychelles, Dominique Mas



L'Ambassadeur Mas

« La francophonie fait partie de l'ADN des Seychellois et nous devons nous impliquer »
Pour célébrer la journée de la Francophonie demain, dimanche 20 mars, l'Ambassadeur de France aux Seychelles, Dominique Mas nous dit que la Francophonie est dans notre ADN et si nous sommes convaincus de la nécessité de la Francophonie, il faut que nous ayons le courage de porter ce message et la volonté de monter des projets en ce sens.

*Seychelles NATION :*On organise chaque année la fête de la Francophonie, pensez-vous que lalanguefrançaise aux Seychelles et ailleurs s'est renforcée?

Ambassadeur Mas : Je crois comprendre que les Seychellois craignent de parler le français parce qu'ils ont peur de se tromper et d'être ridiculisés. Mais non, les pays francophones utilisent leur propre façon de parler notre langue commune avec leurs propres mots et c'est la beauté de la langue. Est-ce qu'il ne faut pas avoir ce courage d'aller de l'avant quitte à se tromper ? C'est l'appel que je lance aux Seychellois, s'ils sont convaincus de la nécessité de la francophonie, il faut qu'ils aient le courage de porter ce message et la fierté de parler notre langue. Le Créole est issu de la langue française et d'autres langues et la créolité fait partie de ce monde francophone. Il faut montrer notre soutien par l'action. La francophonie, ce sont des valeurs qu'on porte et on est uni par rapport à ces valeurs.

*Seychelles NATION :*Parlez-nous du thème de cette année et comment la France sera partie prenante de ces démarches ?
Ambassadeur Mas : Depuis des années, les thèmes de l'entreprenariat, de l'environnement ou du numérique sont au cœur de la Francophonie et ils le resteront pour les années qui viennent. Maintenant, il revient aux

entreprises de porter ces thème. Elles peuvent contribuer à la protection de l'environnement à travers leurs capacités d'innovation.Bientôt les Seychelles accueilleront le forum *Blue InvestAfrica* et qui va se concentrer sur l'économie durable et l'économie bleue. Nous, francophones, nous devons montrer à cette occasion tout notre dynamisme et notre mobilisation.
Même au niveau de la Commission de l'Océan Indien, on voudrait qu'il y ait plus de liens entre les pays de la région. Il faut avoir plus d'échanges avec les entreprises privées sur différents domaines. La présidence française de la COI a œuvré en faveur des rencontres régionales des entreprises pour développer ces savoir-faire de la région. Elle a aussi été ambitieuse dans le domaine de la formation professionnelle des jeunes de l'Océan Indien.
Pour l'Ambassadeur Mas, les possibilités de développer la Francophonie au profit des Seychelles sont à portée de main. Il faut avoir la volonté de les saisir et le courage pour aller de l'avant et faire avancer la Francophonie.
Suite de l'article

Visa Premium : opération séduction de la MTPA ; 3 000 demandes reçues

Opération séduction de la Mauritius Tourism Promotion Authority (MTPA) en Afrique-du-Sud et en France. Objectif : mieux faire connaître le Premium Visa. Cette démarche est en ligne avec la vision du Premier ministre adjoint d'augmenter les recettes touristiques, souligne le directeur de la MTPA, Arvind Bundhun. Le Visa Premium qui permet à un touriste de séjourner pendant un an à Maurice sous certaines conditions, a, pour l'heure, fait l'objet de 3 000 demandes.

Jusqu'ici, que la moitié des demandes n'a été approuvée. Et selon les données recueillies, ces types de touristes dépensent 15 fois plus qu'un touriste normal.

Écoutez les explications d'Arvind Bundhun sur notre 'player' plus haut.
Soulignons que le Premium Visa vise à encourager les ressortissants étrangers à venir s'installer à l'île Maurice pour le travail, les loisirs ou la retraite pour une période d'un an, avec une option de renouvellement.

midimadagasikara
Premier Quotidien National d'Information de Madagascar

Tourisme : Les professionnels et la population de Ranohira réclament l'ouverture effective des frontières

Avec des sites d'exception comme le parc national de l'Isalo, Ranohira a toujours fait la renommée de Madagascar comme destination. Une richesse touristique qui contraste malheureusement avec l'appauvrissement vécu actuellement par les professionnels du tourisme et la population locale.

Un appauvrissement consécutif après deux années de crise sanitaire qui ont paralysé le tourisme. « A *cause de cette crise qui frappe de plein fouet le tourisme, les gens sont privés de leurs sources de revenu »,* se plaint un opérateur touristique qui en appelle à l'Etat pour une réouverture effective des frontières afin de permettre au secteur tourisme de redémarrer rapidement.

Lettre ouverte

Faut-il en effet préciser que les 12.000 habitants de Ranohira vivent directement ou indirectement du tourisme, un secteur qui est en crise depuis les deux dernières années. *« En 2019, 37.190 visiteurs étrangers sont venus dans notre localité, profiter des panoramas spectaculaires du parc national de l'Isalo, hélas en 2021, ils n'étaient plus que 579, soit une perte de 98,5% »* se plaignent les professionnels et la population de Ranohira, dans une lettre ouverte au président de la République. Pour eux, seule une ouverture rapide et effective des frontières permettra d'éviter le pire. *« L'Isalo, avec la commune de Ranohira ont un besoin vital de la reprise des activités économiques pour lutter contre l'appauvrissement qu'ils subissent déjà depuis ces deux dernières années »,* déclarent les élus, les guides touristiques, les porteurs, les restaurateurs, les hôteliers, les transporteurs, les agents du parc et les commerçants de l'Isalo.

Vraie réouverture

En somme, à l'instar de tous les acteurs touristiques du pays, la population de l'Isalo revendique une vraie réouverture des frontières. Pour ne citer entre autres que l'allégement des mesures sanitaires. *« Le confinement est un frein à l'afflux des touristes étrangers, de nombreux pays comme nos voisins de l'Ile Maurice et des Seychelles n'imposent plus le confinement, mais demandent un schéma vaccinal complet ou un test avant le départ ».*

Suite de l'article

Un nouveau souffle pour le tourisme du Sud sauvage



Tourisme. Ralenti depuis la crise sanitaire, le tourisme commence enfin à reprendre du poil de la bête et notamment dans le Sud sauvage, où l'association Pays touristique du Sud sauvage œuvre à la dynamisation du secteur. De l'artisanat à l'hébergement, de nouvelles structures touristiques se développent notamment à la Plaine des Grègues, dans l'espoir d'attirer à nouveaux les touristes.

"La Plaine des Grègues, c'est un petit coin charmant, avec son curcuma, son gingembre et surtout ses habitants très accueillants. Il faut redonner l'envie aux touristes de venir ici !", lance Jim Bègue, président de l'association Pays touristique du Sud sauvage. Depuis deux ans, avec la crise sanitaire, ce quartier de Saint-Joseph, connu essentiellement pour sa racine orangée, a ét&eacu...
Suite de l'article

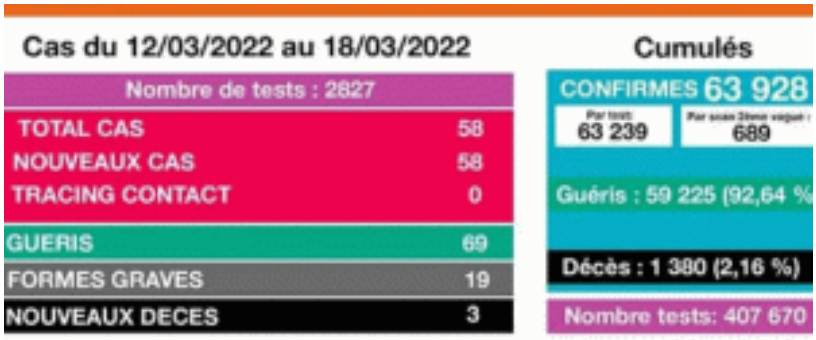
Stratégie de prévention et de la lutte contre la pauvreté : 3 ans de mise en œuvre. Les acteurs réunis au Palais de la Source



Ce mardi 15 mars, les différents acteurs concernés par la Stratégie Pauvreté étaient invités par le Conseil départemental et la Préfecture à assister au comité de pilotage de la convention relative à la stratégie de prévention et de la lutte contre la pauvreté mise en œuvre depuis trois ans à l'échelle du territoire réunionnais. Une séquence au cours de laquelle le Département, pilote de l'action sociale, a pu échanger avec les acteurs présents et rappeler les actions partenariales menées pendant ces 3 années.

Un Hémicycle plein pour cette rencontre qui vient clôturer une démarche annoncée le 13 septembre 2018, la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté mise en place sur 3 ans de 2019 à 2021.Une stratégie pour rappel qui repose sur 5 engagements :- l'égalité des chances dès les premiers pas pour rompre la reproduction de la pauvreté,- garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, – un parcours de formation garanti pour tous les jeunes,- vers des droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité,- investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.
Les actions mises en œuvre pendant 3 ans, et à venir, dans le cadre du Plan de stratégie de prévention et de la lutte contre la pauvreté ont ainsi été présentées, un bilan de trois années à inventer de nouveaux modèles, à innover pour redonner des perspectives à celles et ceux qui en ont besoin.
Le Préfet, Jacques Billant, a déclaré que la pauvreté n'était pas une fatalité « Nous actionnerons nos leviers pour sortir de la pauvreté. La stratégie fait le pari de l'innovation sociale, de la co-construction car la réussite s'adapte à l'évolution de la société aux nouvelles formes de précarité. **Suite de l'article**

Covid-19 : 58 nouveaux cas et 3 décès entre le 12 et le 18 mars 2022



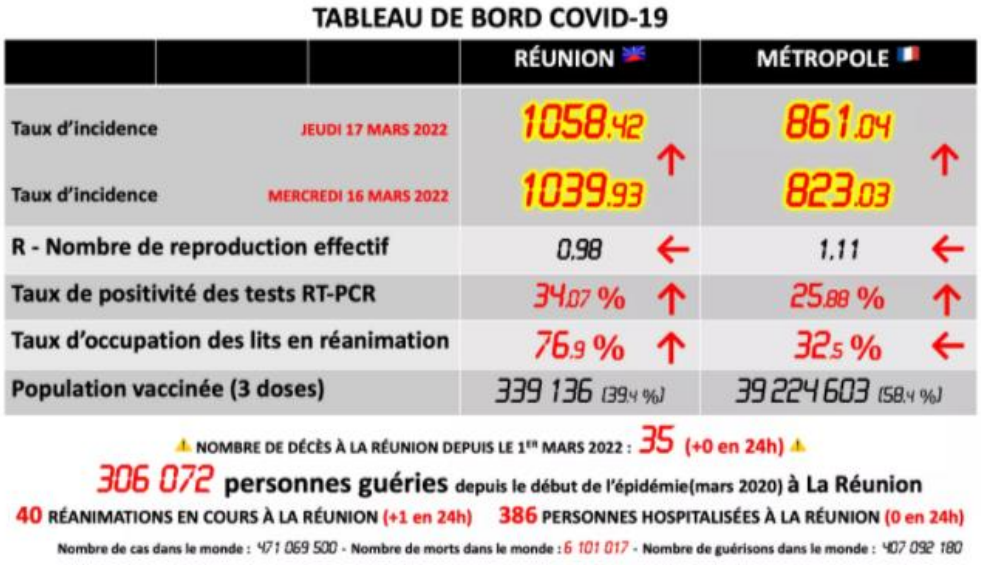
Trois nouveaux décès ont été enregistrés en sept jours, du 12 au 18 mars 2022. Ce qui porte à 1 380 le nombre de décès liés à la Covid-19 à Madagascar selon le décompte officiel. Par ailleurs, 58 nouveaux cas ont été enregistrés durant la même période de sept jours, au cours desquels 2 877 tests ont été effectués. Au 18 mars 2022, 19 formes graves sont recensées. Quant aux nouvelles guérisons, elles sont au nombre de 69 entre le 12 et 18 mars.

Parmi ces 58 nouveaux cas, 28 ont été relevés dans la région Analamanga ; 9 dans la Haute Matsiatra ; 9 dans le Vakinankaratra ; 6 dans la région Vatovavy ; 2 dans l'Atsinanana ; 1 dans l'Ihorombe, 1 dans le Melaky ; 1 dans le Bongolava et 1 dans la région DIANA.

Les données récapitulatives font état de 63 928 cas confirmés de Covid-19 (dont 63 239 cas diagnostiqués par test et 689 par scanner durant la deuxième vague) à Madagascar depuis le début de l'épidémie, sur un total de 407 670 tests, et un total de 59 225 guérisons.

Derniers chiffres Covid-19 à La Réunion : pas de décès en 24h, 1300 nouveaux cas, taux d'incidence 1058,42

À La Réunion, pas décès supplémentaire ce dimanche 20 mars 2022 soit 35 décès depuis le 1er mars 2022(717 décès depuis le début de l'épidémie en mars 2020) selon Santé Publique France, avec un taux d'incidence à la hausse, 1058,42 pour 100 000, actuellement, selon Santé Publique France au jeudi 17 mars 2022.
Nouveaux cas confirmés à La Réunion le jeudi 17 mars 2022, 1 300, soit + 2.85 % en une semaine.
Le taux d'occupation des lits de réanimation à La Réunion est en hausse ce dimanche 20 mars 2022 est de 76,9 %.



Nombres d'hospitalisations et les réanimations à La Réunion :
386 (0 en 24h) hospitalisations en cours
40 (+1 en 24h) réanimations en cours
Suite de l'article

Grande barrière de corail : l'ONU étudie un classement "en péril"



Les Nations unies ont commencé lundi l'inspection de la Grande barrière de corail, afin d'évaluer si le site classé au patrimoine mondial, mais qui souffre de blanchissement, est protégé du changement climatique.

Des températures plus élevées que la moyenne ont provoqué des blanchissements de certaines zones de coraux, ont confirmé les autorités la semaine dernière, douchant l'espoir qu'un été rafraîchi par La Nina éviterait aux récifs une nouvelle saison de dégâts dus à la chaleur.

La mission de l'Unesco évaluera si le gouvernement australien agit suffisamment contre les menaces qui pèsent sur la Grande barrière de corail, notamment le changement climatique, avant que la Commission du patrimoine mondial ne détermine en juin s'il faut la classer "en péril". L'expert en coraux Scott Heron, de la James Cook University, a dit à l'AFP espérer "qu'il y ait une certaine transparence dans les zones du récif que (l'équipe de l'ONU) visite", y compris celles qui sont touchées par le blanchissement actuel.

"L'état de certaines parties du récif est si mauvais qu'il n'y aucune possibilité de blanchissement du corail cette année car il reste peu de coraux", a-t-il déploré.

Selon M. Heron, le changement climatique rapproche le récif de son seuil de stress, favorisant les épisodes de blanchissement. "Nous devons agir de toute urgence sur le changement climatique au cours de cette décennie", a-t-il exhorté. **Suite de l'article**

Pêche-Swiofish 2 – La Banque mondiale félicite Paubert Mahatante



Le ministre Paubert Mahatante et Marie Chantal Uwanyiligira (au centre).

Une vitrine pour les autres pays. C'est le constat annoncé par Marie Chantal Uwanyiligira, Country manager de la Banque mondiale, concernant la gestion du secteur Pêche à Madagascar, à l'issue d'une visite de courtoisie qu'elle a effectuée hier auprès du ministre de la Pêche et de l'Économie bleue (MPEB), Paubert Mahatante, à son bureau d'Ampandrianomby.

En fait, cette rencontre a surtout été une occasion pour les deux parties d'échanger autour du Projet Swiofish2, un projet financé par la Banque mondiale, axé sur l'appui au secteur de la pêche et dont Madagascar est l'un des bénéficiaires.

Ainsi, Paubert Mahatante a expliqué les priorités de son département dans le secteur de la pêche et de l'économie bleue, dont l'amélioration de la gouvernance et de la gestion des pêcheries ainsi que l'appui aux acteurs notamment les communautés vulnérables victimes des cyclones successifs ayant frappé le pays.

Accompagnée de ses collègues, premiers responsables du projet Swiofish2, cette visite s'inscrit dans le cadre d'une mission de deux semaines que M. Julien Million conduit à Madagascar afin d'accompagner Madagascar dans la réalisation de ses priorités en matière de gestion du secteur pêche et d'aider le pays à mettre sa vision dans ce domaine et à utiliser les ressources disponibles auprès du Projet Swiofish2.

Suite de l'article

Coopération Comores-France-Pdfc 8,8 milliards de francs pour la formation technique et la promotion du sport

Chamsoudine Said Mhadji



La France signe avec les Comores deux conventions de financement relatives à la mise en œuvre du Projet de professionnalisation de l'offre de formation et insertion (Profi) et du projet de promotion de l'éducation physique et sportive (Peps). Le montant total des deux projets est de "8,8 milliards de francs comoriens".

Le ministre des Finances, Kamalidini Souef, son collègue de l'Education nationale, Djaffar Salim Allaoui et l'ambassadeur de France aux Comores, Sylvain Riquier, ont signé, samedi 19 mars, à la salle de conférence du ministère de l'Education nationale, deux conventions de financements portant sur deux projets. Il s'agit du «Projet de professionnalisation de l'offre de formation et insertion (Profi) et du Projet de promotion de l'éducation physique et sportive (Peps).

"Le montant total des deux projets de 8,8 milliards de francs comoriens", lit-on dans un communiqué de presse conjoint. La cérémonie a eu lieu en présence du ministre de la Jeunesse et des Sport, du secrétaire d'Etat chargé du Tourisme, du directeur général de l'Agence française de développement (Afd) et de plusieurs hauts cadres de l'enseignement dont l'administrateur de l'Université des Comores, Dr Ibouroi Ali Tabibou.

Le ministre Djaffar Salim Allaoui a fait savoir que le "Projet d'appui à la professionnalisation de l'offre de formation et insertion (Profi) bénéficie d'une enveloppe de 16,5 millions d'euros", ajoutant que le Profi a comme finalité de "renforcer l'employabilité des jeunes diplômés comoriens par le

renforcement de l'offre des programmes scientifiques, techniques et en professionnalisant l'enseignement secondaire et supérieur".

"16,5 millions d'euros pour le Profi"

L'ambassadeur de France a loué la pertinence du projet en ce qu'il contribuera à l'amélioration des filières de formation techniques au profit de jeunes en quête d'insertion. Pour Sylvain Riquier le Profi est très important pour le développement des Comores. "Le Profi entend contribuer activement à la modernisation et au développement de l'offre de formation diplômant dans les filières techniques, dans l'enseignement secondaire et supérieur", a précisé Sylvain Riquier.